

Lutte de classe

Faudra-t-il attendre qu'ils aient « franchi le Rubicon » ?

On pouvait lire dans La lettre aux sections du Parti des travailleurs du 12 février 2008 : « *Nous avons défini l'orientation suivante, sur la base de notre appréciation sur la situation politique : rien n'est réglé, il y a une volonté de résistance dans la classe, les organisations syndicales n'ont pas « franchi le Rubicon ».* ». Il est permis de se demander quelle serait l'orientation politique de ce parti si tel était le cas, sachant qu'elle oscille en permanence entre opportunisme forcenée et réformisme à peine déguisé ?

Au fait est-ce exact ? Ajoutons aux dirigeants syndicaux traîtres que nous ne confondons pas avec les organisations syndicales, le PS avec lequel le PT flirte en permanence depuis des décennies et Sarkozy qu'il s'emploie à épargner.

Le 13 novembre 2007, Thibault pour la CGT appelait à négocier « *entreprise par entreprise* » la liquidation des régimes spéciaux de retraite, portant un coup de poignard dans le dos des agents de l'Etat bien décidés à en découdre avec Sarkozy pour le maintien des 37,5 annuités. Ce ralliement aux positions du gouvernement n'avait pas d'autre raison que de briser leur détermination et leur grève. Rappelons que tous les dirigeants syndicaux sans exception s'étaient « *callés* » sur 40 annuités pour reprendre l'expression de Mailly (FO), l'étape suivante étant de permettre au gouvernement d'aligner public et privé sur 41, 42 voir 45 annuités dans quelques années. Bien entendu les dirigeants ont agi en parfaite connaissance de cause et de sang froid sans « *franchir le Rubicon* » !

Le 11 janvier, Force ouvrière signait l'accord pourri sur l'aggravation de la précarité pour l'ensemble des travailleurs à la suite de la CFDT, la CFTC et la CGC, les dirigeants de la CGT s'étant contentée d'avoir collaboré à sa rédaction pour le rendre « *propre à la signature* » par les autres confédérations, de l'aveu même de Thibault. Bien entendu cet accord a été salué comme il se doit par le gouvernement et le patronat, comme un pas de plus... vers le corporatisme qui leur est cher et dont ils ont tant besoin aujourd'hui plus qu'hier. Depuis que cet accord a été signé, le PT a refusé de dénoncer cet accord, mieux, il en fait porter l'entière responsabilité sur la CGT en produisant un communiqué de FO qui en vante les mérites ! Les dirigeants syndicaux reprennent à leur compte les revendications patronales, mais elles n'ont pas « *franchi le Rubicon* » !

Le 14 février, on apprend que la veille à 23h30, lors d'une réunion au ministère des Transports, Paul Fourier, secrétaire général de la fédération transports de la CGT a signé un « *relevé de conclusions* » qu'il a jugé « *de qualité* » et « *équilibré* », les mêmes termes employés le 11 janvier par les dirigeants syndicaux, « *qui va être présenté en assemblée générale dès que possible afin de mettre fin à la grève* », des contrôleurs aériens de Roissy et Orly qui dure depuis quatre jours et qui était suivi par 50% du personnel concerné. (source : AFP 14.02) Les dirigeants de la CGT partagent la préoccupation du gouvernement : faire cesser cette grève au plus vite. Les briseurs de grèves agissent à visage découvert, mais ils n'ont pas « *franchi le Rubicon* » !

Rappelons que cette grève était destinée à s'opposer à la première phase d'un regroupement des trois centres de contrôle aérien de région parisienne (Orly, Roissy, Athis-Mons) d'ici 2015-17, qui prévoit d'envoyer temporairement une partie des contrôleurs aériens d'Orly à Roissy dès 2011. Alors que la position des contrôleurs aériens était de refuser tout regroupement, les « *négociations* » se sont principalement articulées autour de deux points : le représentant de la CGT a accepté qu'un rapprochement entre Orly et Roissy soit testé à partir de 2009 à condition qu'un rapprochement entre Orly et le centre de contrôle d'Athis-Mons soit testé en parallèle, ce qui n'était pas prévu initialement selon le correspondant de l'AFP, bref, le représentant de la CGT en a rajouté une louche en allant au devant des intentions du gouvernement ! Ne peut guère faire pire.

Bien entendu, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) par la voix de son directeur général Patrick Gandil s'est empressé d'accepter que les employés des trois centres soient consultés sur le bien-fondé de ces deux rapprochements à l'issue de la période de tests, vers 2011, quelle aubaine que la CGT ait repris à son compte cette revendication qui avait été formulée par le gouvernement.

Le 4 février, les députés et sénateurs réunis en Congrès à Versailles ont adopté la révision constitutionnelle, permettant ainsi la ratification par voie parlementaire du traité de Lisbonne grâce au soutien ou à l'abstention des voix du PS (269 voix au total en comptant les 5 absents). Ce vote intervient après celui en faveur du traité de Maastricht en 1992, et celui intervenu le 29 mai 2005 pour l'application du traité constitutionnel européen, on ne peut donc pas parler de la tendance du PS à soutenir l'entreprise de destruction systématique de nos droits et acquis sociaux par l'Union européenne avec la complicité de tous les gouvernements successifs, mais d'un acharnement à se positionner systématiquement du côté de l'impérialisme contre les intérêts des travailleurs. Mais n'allez pas imaginer qu'il aurait « *franchi le Rubicon* » !

Question : quel événement dramatique devrait-il se produire pour que l'on puisse dire qu'ils ont « *franchi le Rubicon* » ? Faudra-t-il attendre qu'ils votent les crédits de guerre avec leur bourgeoisie et envoient le prolétariat à la boucherie ? C'est déjà fait depuis longtemps pour le PS, le 4 août 1914. Qu'ils participent au sauvetage du capitalisme en ruine ? C'est fait depuis les années 1945-48 pour ce qui concerne les dirigeants syndicaux de la CGT et de FO qui s'y sont appliqués avec rigueur et constance avec leurs collègues de la SFIO et du PCF.

« *Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, (...) lorsque dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines, dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être « neutres » entre tous les partis, c'est en réalité se mettre au service de la bourgeoisie.* ». Ou encore : « *Les syndicats qui se proclament « apolitiques » et « neutres » à l'égard de ces trois groupes ne font en réalité qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.* ». (Résolution du 3e congrès de l'Internationale communiste 1921)

Aux dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent le PT et osent se réclamer des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, voici la question qu'on pourrait leur poser : peut-on prétendre à la fois accueillir dans son parti des contre-révolutionnaires déclarés tels que monsieur Schivardi (il l'a revendiqué publiquement), un petit patron qui a fait toute sa carrière politique au PS et qui confond les revendications de la classe ouvrière avec la défense de « *nos* » usines qui appartiennent en fait aux capitalistes, soutenir la direction de FO qui a signé cet accord scélérat du 11 janvier 2008, se proclamer pour l'indépendance des partis par rapport aux syndicats qui laisse concrètement les mains libres aux dirigeants de ces derniers de soutenir la lutte contre le communisme, contre la révolution socialiste, et prétendre défendre les intérêts du prolétariat ? On pourrait pratiquement poser la même question à la LCR qui soutient ouvertement l'Union européenne.

Tout en concevant que les syndicats conservent leur autonomie par rapport aux partis, il faut bien convenir, qu'à défaut de soutenir la révolution prolétarienne, leurs dirigeants syndicaux soutiennent les intérêts de l'impérialisme.

Quand les dirigeants syndicaux et le PS reprennent à leur compte les revendications du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et du patronat contre le prolétariat (sur les retraites, la Sécu, les franchises médicales, les salaires, etc.), ils ne se contentent plus de faire les sourds à ses revendications, ils ne se contentent plus d'empêcher la classe de se mobiliser, ils engagent ouvertement le combat aux côtés de ses ennemis, ils se placent délibérément de l'autre côté de la barricade, du côté de la réaction.

De son côté, le flic-président Sarkozy a décidé d'enrégimenter notre jeunesse dès l'école primaire en intégrant dans les nouveaux programmes scolaires une « *instruction civique et morale* » qui « *prévoit notamment l'apprentissage des règles de politesse et de bonne tenue, la connaissance et le respect des valeurs et des emblèmes de la République française : le drapeau tricolore (...), Marianne, l'hymne national, à l'écoute duquel nos enfants devront se lever* » (source : AFP 14.02), en signe de respect et de soumission à l'ordre établi. Il s'agit dès le plus bas âge d'inculquer à nos enfants le partage des valeurs des Versaillais et de l'impérialisme français qui pendant des siècles a soumis des peuples en Afrique et en Asie à coups de baïonnette et de poudre à canon.

Alors que plus de sept millions de travailleurs ont déjà basculé dans la pauvreté avec leurs familles et que des millions d'autres sont au bord de l'indigence, le représentant des capitalistes qui sont directement responsables de cette situation, veut leur imposer le respect de valeurs qui ont pour seul objectif de mieux les soumettre à l'ordre établi au service des esclavagistes modernes.

La morale est une affaire de lutte de classe.

Rappelons ce que Marx disait de la classe qui aujourd'hui dirige le monde et le conduit à l'abîme et dont Sarkozy est l'expression achevée : « *L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.* » (*Les luttes des classes en France*).

Que les capitalistes exploitent de façon effrénée le prolétariat, sèment la terreur et imposent des souffrances sans nombre à tous les peuples sur tous les continents, c'est légitime et normal sur le plan moral puisqu'ils détiennent le pouvoir. Que le fils d'un ouvrier pauvre vole une plaquette de chocolat dans un magasin parce qu'il ne peut pas se l'offrir et qu'il en a envie, c'est forcément anormal et condamnable, il faut lui inculquer le respect des valeurs que partagent toutes les religions avec les exploités. Voilà résumée brièvement en quoi consiste la morale du bien et du mal version Sarkozy, qui est identique à celle de Bush.

Le nazillon Sarkozy ne se contente pas de vouloir imposer le respect dès la plus tendre enfance des symboles de la domination de classe des capitalistes dans ce pays, il veut les culpabiliser en leur faisant partager tous ses crimes, et c'est dans ce cadre qu'il a décidé de « *confier la mémoire* » d'un enfant français victime de la Shoah à chaque élève de CM2 en précisant : « *On ne traumatise pas les enfants en leur faisant ce cadeau de la mémoire d'un pays* », quel « *cadeau* » empoisonné, car si de cette « *mémoire* » il faut exclure les travailleurs qui ont été victimes des guerres impérialistes qu'ils n'ont jamais souhaitées, par contre il faut y inclure le régime de Vichy qui a envoyé dans les camps de concentrations des dizaines de milliers de juifs, mais aussi des noirs, des combattants révolutionnaires, gouvernement au service du nazisme dont l'action se situait dans la continuité de la politique prônée par la famille politique à laquelle appartient le parti politique de Sarkozy.

Le ministère de l'intégration qui satisfait pleinement Le Pen, la remise en cause du comité d'éthique qui a eu l'audace de s'opposer aux tests ADN, la répression violente des jeunes des banlieues, des manifestations d'étudiants, des marins en grève en Corse, l'intervention du GIGN contre les postiers, le matraquage de parents d'élèves à Paris, la double peine, le renforcement de l'arsenal répressif, la chasse aux travailleurs immigrés, les attaques répétées contre l'institution judiciaire taxée de laxiste, le refus d'organiser un référendum sur le traité de Lisbonne, le soutien à la politique de Bush, etc., la tentation de recourir à la dictature pour faire passer sa politique est forte chez Sarkozy, gageons que s'il n'avait pas eu le soutien indéfectible du PS et du PCF, il aurait pu y recourir ouvertement...

Cette opération politique a également pour objectif de redorer le blason de l'impérialisme et de justifier l'intervention de l'armée française dans le monde (au Tchad dernièrement) qui vient en aide à des dictateurs et qui est contestée par la majorité de la population. Elle tend implicitement et sournoisement à réaliser une dichotomie arbitraire entre les fractions ultra minoritaires de la bourgeoisie qui avaient décidé de résister au nazisme pour des raisons particulières et la très grande majorité d'entre elles qui avaient collaboré avec lui, pour faire oublier que finalement les intérêts des uns et des autres se rejoignent : tout faire pour assurer la pérennité du capitalisme pendant et après la guerre. Ici comme ailleurs, l'essentiel n'est pas le mouvement ou les moyens, mais bien l'objectif.

Qu'on nous permette ici un rapprochement, en affirmant que cette offensive ultra réactionnaire de la bourgeoisie est d'une certaine manière la première transcription concrète de la déclaration de guerre que Sarkozy avait prononcée contre l'école publique et la laïcité à la basilique Saint-Jean de Latran à Rome, le 20 décembre 2007, lorsqu'il avait affirmé que « *Le drame du XXe siècle n'est pas né d'un excès de l'idée de Dieu, mais de sa redoutable absence* », invitant les Français à se réapproprier « *l'idée de Dieu* » comme complément nécessaire à l'interprétation scientifique du monde qui aurait fait faillite, alors que « *le drame du XXe siècle* » était à mettre uniquement au compte du capitalisme dont la survie était justement synonyme de faillite pour l'ensemble de l'humanité. C'est la faillite du capitalisme qui fut la cause du nazisme et de la seconde guerre mondiale qu'il faut camoufler à tout prix.

On peut parler d'une entreprise comparable à celle des négationnistes mais sur une échelle beaucoup plus vaste. Après le refus de *repentance* de la part de Sarkozy suite aux conséquences désastreuses pour les peuples asservis de la colonisation par l'impérialisme français pour lesquels il a du mal à cacher sa haine, voici l'heure venue de blanchir le capitalisme français de tous ses crimes commis en France et partout dans le monde. Voyons comment il s'y prend.

Lorsqu'il a ajouté « *Si les religions sont impuissantes à préserver les hommes de la haine et de la barbarie, le*

monde sans Dieu, que le nazisme et le communisme ont cherché à bâtir, ne s'est pas révélé tellement préférable », pour comprendre où il voulait en venir, procédons par déduction : sachant que Sarkozy n'est pas le représentant du communisme ni même du stalinisme qui est étranger au communisme, et qu'il n'est pas encore officiellement celui du fascisme, le prolongement naturel de la démocratie bourgeoise dégénérée, dans son discours il s'agissait donc de rendre hommage aux vertus salutaires du capitalisme dont il est le représentant. L'amalgame auquel il s'était livré à cette occasion entre le nazisme et le communisme qu'il a confondu volontairement avec le stalinisme, n'avait pas d'autre fonction que de lutter contre la révolution socialiste et d'interdire au prolétariat toute alternative au capitalisme, préoccupation partagée par le Vatican évidemment.

Et quand on relie les propos qu'il a tenus le 20 décembre : « *dans la transmission et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* », à sa tentative deux mois plus tard de transformer les instituteurs en faiseurs de moral, sachant que les curés et les pasteurs n'ont pas leur entrée dans les écoles publiques, on comprend parfaitement que les valeurs morales universelles qu'il a évoquées et que les instituteurs devraient transmettre à leurs élèves, n'étaient qu'un prétexte pour camoufler les valeurs du capitalisme auxquelles les travailleurs et leurs enfants devraient se soumettre dès la naissance, afin qu'il ne leur vienne pas un jour l'idée farfelue de vouloir le renverser.

Ce nouveau coup de force de Sarkozy vient à la suite de la remise en cause du droit de grève, la remise en cause de l'existence des syndicats ouvriers, le rapport Attali de destruction systématique des droits ou acquis sociaux qu'il nous reste, question : n'a-t-il pas « *franchi le Rubicon* » ? Faudra-t-il attendre qu'il se transforme en Franco, Salazar, Pinochet, Videla, Duvalier, Hitler ou Mussolini pour rompre les relations avec ce gouvernement ultra réactionnaire, c'est-à-dire quand il sera trop tard ?

Le PT osera-t-il demander à être reçu par Sarkozy comme le 10 octobre 2006, après que les travailleurs avaient rejeté massivement la politique de Chirac le 29 mai 2005 ?

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est illégitime, il faut le chasser !

Les dirigeants de la CGT et de FO sont illégitimes, il faut les chasser des syndicats !

La mobilisation de pans entiers de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et du prolétariat s'inscrit en rupture contre la politique du gouvernement et ses alliés du PS-PCF soutenue par les dirigeants syndicaux, et annonce un affrontement général entre la classe des exploités et celle des exploités.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner se conforme naturellement aux ordres de l'Union européenne parce qu'il défend les mêmes intérêts, ceux du système capitaliste mondial dont la crise est irréversible. Seul un gouvernement ouvrier représentant et défendant les intérêts du prolétariat et l'immense masse de la population n'aurait plus à répondre aux diktats de Bruxelles et des capitalistes. Comment ce gouvernement ouvrier pourrait-il voir le jour ? Certainement pas à l'issue d'un processus électoral. Certainement pas à l'initiative des partis du mouvement ouvrier qui ont détenu le pouvoir à de multiples reprises entre 1945 et 1958, puis entre 1981 et 2002 et qui ont toujours gouverné pour le compte du capitalisme, mais seulement au cours de la mobilisation révolutionnaire des masses.

Partout où les travailleurs se mobilisent par la grève illimitée jusqu'à satisfaction pour des augmentations de salaires, contre les licenciements, les délocalisations ou privatisations, etc., ils doivent constituer des comités de grève élus intégrant si possible les syndicats, refuser toute négociation avec les patrons jusqu'à leur capitulation complète, occuper les usines et les bureaux, et si les patrons refusent de satisfaire leurs revendications, ils doivent les chasser et prendre eux-mêmes en mains le contrôle des entreprises et des usines. Simultanément, ils doivent s'adresser à toutes les entreprises environnantes afin de les entraîner dans leur sillage, s'adresser à l'ensemble de la population locale pour qu'à son tour elle constitue ses organes politiques indépendants refusant plus longtemps la politique réactionnaire du gouvernement...

A l'étape suivante, il s'agira d'unir dans un même mouvement l'ensemble des travailleurs en lutte afin qu'ils se constituent en comité nationale des délégués élus à travers tout le pays établissant le programme des revendications économiques et sociales immédiates à satisfaire... Peu importe aujourd'hui quel nom ils donneront à cet organisme politique, l'essentiel réside dans la méthode mise en œuvre qui doit être subordonnée à l'objectif final que l'on s'est fixé dans un premier temps : le renversement des institutions de la Ve République, l'abolition de sa constitution bonapartiste, la prise du pouvoir politique pour ensuite avancer dans la voie de la rupture avec le capitalisme, vers le socialisme.

Le rôle des militants révolutionnaires sera de s'appuyer sur la mobilisation des masses et de les aider à prendre conscience des tâches politiques qu'elles auront à accomplir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire pour les guider sur le chemin qui mènera à la prise du pouvoir. C'est la condition pour conquérir leur confiance et qu'elles placent le parti à la tête de la révolution. L'absence ou la présence d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans les masses et basé sur le marxisme, intégrant l'expérience du prolétariat révolutionnaire à l'échelle mondiale au cours du XXe siècle, déterminera l'issue de la crise du capitalisme et le sort de l'humanité.

Chacun aura compris que le Parti des travailleurs qui nous a habitué aux déclarations fracassantes du genre « *il s'agit d'un changement de régime* » ou encore « *la Ve République est atteinte mortellement* », emploie la formule « *franchir le Rubicon* » sans en mesurer la portée, comme vous diriez j'ai mis mes chaussettes à l'envers ce matin...